



**Débat sur la crise financière : « implications et solutions »
Paris, le 8 janvier 2009 :**

Introductions :

Alexia Latortue a tout d'abord accueilli les participants puis fait une brève présentation sur le CGAP, créé en 1995 avec un bureau à Paris depuis 2002¹. Le CGAP est un centre de ressource pour la microfinance qui travaille essentiellement dans le domaine de la technologie, des politiques et réglementations et de l'efficacité des bailleurs de fonds et des investisseurs. La nouvelle stratégie du CGAP qui fait la promotion de plus d'efficacité et d'équité dans la microfinance est en phase avec les graves crises qui ont marqué et continuent à marquer les plus démunis en 2008.

Xavier Reille a ensuite résumé comment le CGAP perçoit l'impact de la crise sur la microfinance. Cette perception est fondée sur des discussions avec de nombreux partenaires de la microfinance, y compris lors d'une conférence virtuelle qui regroupait des participants de 34 pays différents dont plus de 600 managers d'IMF, des banques centrales, des bailleurs de fonds et des investisseurs. La dette est plus rare et plus chère (+200 à 400 points) et les IMF qui empruntent en monnaies fortes font face à des pertes de changes entre 7 et 45% de leurs profits. On parle aussi du fait que certaines IMF qui mobilisent l'épargne seraient confrontées à des retraits importants. Les clients subissent déjà les impacts de la crise alimentaire dans de nombreux pays. Les IMF qui résistent le mieux pour l'instant sont celles qui ont une base d'épargne stable et qui empruntent peu sur les marchés internationaux. La région Afrique semble moins affectée que l'Europe de l'Est et l'Amérique latine qui sont plus intégrés au secteur financier formel.

Pour 2009, on prévoit une diminution de la croissance (20% au lieu de 40% les années précédentes), une baisse de la qualité des actifs et une chute de la rentabilité. Les institutions internationales de finance ont heureusement créé des outils de financement d'urgence pour les grosses IMF (ex : BID, SFI, KfW). On pense que le financement public va reprendre de l'importance par rapport au financement privé commercial. Quant aux gouvernements, on ne sait pas encore trop à quoi s'attendre, mais ils risquent de redoubler de prudence comme le montre par exemple l'augmentation récente du capital minimum de 5 à 35 millions pour les banques en Algérie

Débat :

Les participants ont débattu sur les effets de la crise sur la microfinance, mais aussi sur ce que la communauté internationale peut contribuer pour en diminuer les effets. A la fin du débat Eric Duflos a résumé le contenu des discussions en soulevant les points suivants :

Constats :

Le secteur de la microfinance est plus sain et plus résilient que le secteur financier formel mais la crise joue le rôle d'un révélateur de plusieurs faiblesses du secteur:

- Trop de croissance (on était à 40% par an d'après le Mix)

¹ Le bureau du CGAP de Paris inclut les personnes suivantes : Alexia Latortue, Xavier Reille, Eric Duflos, Jasmina Glisovic Mézières, Barbara Gähwiler et Meritxell Martinez.

- Trop de profit (certains investisseurs demandent toujours 15% de retour sur leur investissement en temps de crise !)
- Trop d'institutions qui font de la microfinance pas toujours de manière professionnelle
- Trop de surendettement
- Pas assez de connaissance des clients
- Pas assez de bureaux de crédit et de financement dans ce domaine

Priorités et recommandations :

Il est temps de « faire une pause sans pour autant s'arrêter » et de nous concentrer sur les fondamentaux. Cela signifie entre autre :

- Professionnaliser le secteur
- Diminuer les risques des IMF (par exemple en connaissant mieux la clientèle mais aussi en améliorant les SIG)
- Aider le marché à évoluer vers une concentration lorsqu'il y a beaucoup d'institutions présentes
- Promouvoir une épargne collectée de manière fiable
- Améliorer la supervision des IMF sans pour autant étouffer l'innovation
- Mieux former les superviseurs
- Aider les gouvernements à créer un environnement favorable (ex. développement du secteur privé, Etat Civil)
- Mettre plus d'emphase sur la protection des clients
- Faire comprendre que la microfinance est bien différente des « subprimes »

Questions à explorer/résoudre :

- Quels sont les risques actuels par rapport au retrait de l'épargne et par rapport au modèle d'institutions qui font l'intermédiation de l'épargne? Existe-t-il des cas de retraits massifs ?
- Existe-t-il des faillites ou des plans de sauvetage d'IMF?
- Les moyens des fondations privées dédiés à la microfinance vont-ils diminuer ?
- Les attentes des investisseurs vis-à-vis de la microfinance vont-elles baisser ?
- Comment mieux connaître les besoins des clients en temps de crise ? La demande des clients a-t-elle augmenté en temps de crise?
- Quel doit être notre message aux gouvernements sur leur rôle dans ce nouveau contexte ?